

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 03525

Numéro SIREN : 900 144 056

Nom ou dénomination : A2F HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 09/06/2021 sous le numéro de dépôt 12960

CONTRAT D'APPORT EN NATURE

Entre les soussignés :

1) Monsieur Anthony DE FARIA, né le 30 décembre 1991 à Sartrouville (78500), de nationalité française, demeurant 59 ter rue de l'Hautil à TRIEL-SUR-SEINE (78510), célibataire.

Ci-après dénommé l'« *Apporteur* »,

2) La société A2F HOLDING, société par actions simplifiée en cours de constitution, dont le siège social sera situé 59 ter rue de l'Hautil à TRIEL-SUR-SEINE (78510), représentée par son président et associé unique, M. Anthony DE FARIA,

Ci-après dénommée la « *Société* »,

Ont arrêté et convenu ce qui suit :

EXPOSE PREALABLE

Il a été décidé de constituer une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : A2F HOLDING

Objet : l'acquisition, la détention, l'administration, la gestion et la cession de toutes participations directes ou indirectes au capital de sociétés françaises ou étrangères ; la gestion de son patrimoine mobilier et immobilier ; la participation à toutes opérations financières, commerciales et industrielles, mobilières et immobilières ; la souscription à toutes valeurs mobilières, parts de fonds commun de placement, contrats de capitalisation, comptes titres et autres produits financiers ; la souscription, la régularisation et le remboursement de tous emprunts auprès de toutes banques ; et plus généralement toutes opérations contribuant à gérer ou administrer son propre patrimoine en vue de l'accroître ou de le réaliser au profit de ses associés.

La société peut en outre apporter toute assistance utile, sous toutes les formes, notamment par voie de prêts, d'apports en compte courants, avances remboursables, etc ..., aux sociétés et autres personnes morales dans lesquelles elle détient des participations, avec lesquelles elle pourra régulariser toute convention à ce titre. Cette assistance peut également prendre la forme d'assistance administrative et/ou de gestion, par la signature de toutes éventuelles conventions ou accord en ce sens, auprès de sociétés affiliées et non affiliées.

Durée : 99 ans

Siège : 59 ter rue de l'Hautil à TRIEL-SUR-SEINE (78510)

Capital : 168.831 euros divisé en 168.831 actions de 1 euro chacune, correspondant en totalité à l'apport en nature, objet du présent acte.

ADF ADF

Cette société sera constituée par apport en nature de 99 % des actions de la société HELLO FROID détenues par l'Apporteur.

Il est précisé que dans le cadre d'un rapport d'évaluation édité le 12 mai 2021, le cabinet d'expertise comptable ORCOM a estimé que la valeur de 100 % des titres de la société HELLO FROID était comprise entre 169.000 € et 190.000 €.

Par une décision du 27 mai 2021, l'actionnaire unique de la Société A2F HOLDING en cours de constitution a décidé d'acquérir les titres apportés à une valeur calculée sur la base de 169.000 €, soit la somme de 168.831 pour 99 % des titres.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 : APPORT**

1.1 Monsieur Anthony DE FARIA fait apport à la Société qui accepte, sous les garanties ordinaires et de droit, la propriété de 999 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, qu'il détient dans le capital social de la société HELLO FROID, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme sociale :	Société par actions simplifiée unipersonnelle
Capital :	1.000 euros
RCS de Versailles :	N°850 076 969
Siège social :	59 ter rue de l'Hautil ; 78510 TRIEL-SUR-SEINE
Président :	M. Anthony DE FARIA

Il déclare que les actions apportées correspondent à 99,9 % des actions qu'il détient au sein de la société HELLO FROID, et avoir été jusqu'à cette date seul propriétaire des actions apportées dans les conditions du présent acte.

1.2 Ainsi qu'il ressort de l'évaluation qui en a été faite par le cabinet d'expertise comptable Orcom édité le 12/05/2021), la valeur globale des apports en nature de M. DE FARIA au profit de la Société s'élève à :

Valorisation des actions ordinaires de la société HELLO FROID apportées par M. DE FARIA : 168.831,00 euros.

Les titres apportés ont fait l'objet d'un rapport établi le 31 mai 2021 par Monsieur Hervé VANDERBECQ, 209 rue Saint Honoré 75001 PARIS, Commissaire aux apports, désigné par l'apporteur et annexé aux présentes (*Annexe I*).

ARTICLE 2 : AGREMENT

Conformément à l'article 12 des statuts de la société HELLO FROID les Parties reconnaissent que le présent apport en nature est libre et n'est en conséquence pas soumis à agrément.

ARTICLE 3 : PROPRIETE – JOUISSANCE

La Société sera propriétaire des biens apportés à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au RCS, et elle en aura la jouissance à compter de cette date également.

A partir de cette date, elle sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées qui lui seront opposables. Elle aura seule droit aux dividendes mis en paiement pendant l'exercice en cours et les exercices ultérieurs.

ADF ADF

Elle devra informer la société HELLO FROID de l'apport des actions à son profit, afin de permettre à cette société de procéder à l'inscription du transfert des actions au profit de la Société sur son registre de mouvement de titres.

ARTICLE 4 : REMUNERATION DES APPORTS

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution par la Société à M. Anthony DE FARIA de 168.831 actions de la Société d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 5 : CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention ne deviendra définitive qu'à l'instance de la constitution définitive de la société.

A défaut de constitution définitive de la société d'ici le 31 juillet 2021 au plus tard, la présente convention sera considérée comme nulle et non avenue, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 6 : DECLARATIONS FISCALES

6.1 Droits d'enregistrement

Les Apports sont soumis au régime de droit commun des apports, à la charge de la Société.

6.2 Impôts directs

La Société bénéficiaire de l'apport étant soumise à l'impôt sur les sociétés et contrôlée par l'Apporteur, la plus-value réalisée entre la date d'acquisition des titres par l'Apporteur et la date du présent apport sera placée sous le régime du report d'imposition des plus-values prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

ARTICLE 7 : FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront supportés par la Société.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur domicile respectif indiqué en tête des présentes.

ANF ADF

ARTICLE 9 : AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime bien la valeur réelle du bien apporté.

Fait en 4 exemplaires originaux, à Triel sur Seine, le 2 juin 2021,

L'Apporteur
M. Anthony DE FARIA

Handwritten signature of M. Anthony DE FARIA in black ink, with a stylized flourish at the end.

Pour la Société
M. Anthony DE FARIA

Handwritten signature of M. Anthony DE FARIA in black ink, with a stylized flourish at the end.

HERVE VANDERBECQ
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
209, rue Saint Honoré
75001 PARIS

A2F HOLDING SAS en creation

A l'attention de Monsieur DE FARIA Anthony
59 ter rue de l'Hautil
78510 TRIEL SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

J'ai été désigné en qualité de commissaire aux apports par Monsieur Anthony DE FARIA, associé unique de la SAS A2F HOLDING afin de statuer sur l'apport de 99,9% des titres détenus en nom propre dans la société HELLO FROID à la SAS A2F HOLDING.

N'étant à aucun moment, au cours de ma mission, entré dans l'un des cas visés par les textes instituant des incompatibilités ou interdictions d'exercer cette mission, et ayant terminé mes investigations, j'ai rédigé ce présent rapport.

1) Description des apports et de l'opération

La SAS HELLO FROID est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé au 59 ter rue de l'Hautil 78510 TRIEL SUR SEINE immatriculée auprès du RCS sous le numéro 850 076 969 à VERSAILLES.

Il s'agit de rationaliser la gestion par la détention et l'exploitation de la SAS HELLO FROID par la société A2F HOLDING. 99,9% des titres de la SAS HELLO FROID sont ainsi apportés à la SAS en création A2F HOLDING par son unique détenteur Mr De FARIA.

L'apport en nature effectué par Monsieur DE FARIA est constitué par la pleine propriété de 999 actions de la société HELLO FROID ; La valeur des titres apportés est établie à 168 831 euros (cent soixante-huit mille huit cent trente et un euros)

TOTAL DES APPORTS de Monsieur Anthony DE FARIA..... 168 831,00 €

En contrepartie de cet apport, Anthony DE FARIA recevra 168 831 actions au prix unitaire de 1€ (un euro) de la société A2F HOLDING.

2) Appréciation de la valeur

Actuellement, la valeur intrinsèque du fonds est en relation avec l'évolution du chiffre d'affaires et des résultats réalisés par HELLO FROID et plus précisément sur les forces et faiblesses identifiées par l'Expert-comptable dans son évaluation, à savoir :

- Le savoir-faire et la réputation de la société HELLO FROID et de son Président
- Marché économique porteur de la climatisation et Chiffre d'affaires du premier trimestre 2021 en hausse par rapport à 2020 (+ 85 K€)
- Référencement auprès de plusieurs clients d'envergure

Mais :

- Un chiffre d'affaires récurrent contrat (maintenance) faible à aujourd'hui.
- Les exercices 2019 et 2020 sont portés uniquement par le dirigeant.

Compte tenu des caractéristiques de cette SAS et de son évolution, sa valorisation me paraît pertinente.

3) Vérifications effectuées

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, pour :

. Vérifier la réalité des actifs acquis par la société dont les titres sont apportés.

(Créances et trésorerie)

. Analyser l'évaluation et la situation financière à fin décembre 2020.

4) Conclusion

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des apports effectués par l'associé de la SAS HELLO FROID s'élevant à 168 831 euros (cent soixante-huit mille huit cent trente et un euros) pour un capital dans la SAS A2F Holding de 168 831 euros (cent soixante-huit mille huit cent trente et un euros).

.

Fait à Paris, le 31 mai 2021

Le Commissaire aux Apports



Hervé VANDERBECQ
Membre de la Compagnie Régionale

de Versailles (inscription Paris en cours)

A2F HOLDING SAS
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
AU CAPITAL DE 168.831 EUR

SIEGE SOCIAL : 59 TER RUE DE L'HAUTIL – 78510 TRIEL SUR SEINE

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Capital : 168.831 euros
- Nombre d'actions : 168.831
- Valeur nominale : 1 euros
- Libérées en totalité à la souscription.

Nom des souscripteurs	Adresse des souscripteurs	Nombre d'actions de 1 € Souscrites	Montant des apports en nature
M. Anthony DE FARIA	59 ter rue de l'Hautil 78510 TRIEL SUR SEINE	168.831	168.831 €

Le présent état constatant la souscription de CENT SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT TRENTE ET UN EUROS (168.831) actions de la société A2F HOLDING SAS, ainsi que les apports en nature apportés à la société dans le cadre du contrat d'apport en nature du 2 juin 2021 pour un montant égal à la valeur nominale desdites actions, soit la somme de CENT SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT TRENTE ET UN EUROS (168.831), est certifié exact, sincère et véritable par le Président de la société A2F HOLDING SAS, Anthony DE FARIA.

Fait à TRIEL SUR SEINE

Le 08/06/2021

Anthony DE FARIA

**Faire précéder la signature de la mention manuscrite "certifié sincère et véritable"*

DE FARIA

A2F HOLDING SAS

Société par actions simplifiée au capital de 168.831 euros
Siège social : 59 ter rue de l'Hautil 78510 TRIEL-SUR-SEINE

STATUTS

Statuts constitutifs du 2 juin 2021

Le soussigné,

Monsieur Anthony DE FARIA, né le 30 décembre 1991 à Sartrouville (78500), de nationalité française, demeurant 59 ter rue de l'Hautil à TRIEL-SUR-SEINE (78510), célibataire.

A décidé de constituer, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société par actions simplifiée.

Titre I. – Forme. Objet. Dénomination sociale. Siège. Durée**Article 1: Forme**

Il est formé une société par actions simplifiées, qui existera entre les propriétaires des actions ci-après créées, et qui sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées ainsi que par les présents statuts.

La société fonctionnera sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux sociétés anonymes.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

Article 2: Objet

La société a pour objet, en France et dans tous les pays :

- l'acquisition, la détention, l'administration, la gestion et la cession de toutes participations directes ou indirectes au capital de sociétés françaises ou étrangères ;
- la gestion de son patrimoine mobilier et immobilier ;
- la participation à toutes opérations financières, commerciales et industrielles, mobilières et immobilières ;
- la souscription à toutes valeurs mobilières, parts de fonds commun de placement, contrats de capitalisation, comptes titres et autres produits financiers ;
- la souscription, la régularisation et le remboursement de tous emprunts auprès de toutes banques ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, contribuant à gérer ou administrer son propre patrimoine en vue de l'accroître ou de le réaliser au profit de ses associés.

La société peut, en outre, apporter toute assistance utile, sous toutes les formes, notamment par voie de prêts, d'apports en compte courants, avances remboursables, etc ..., aux sociétés et autres personnes morales dans lesquelles elle détient des participations, avec lesquelles elle pourra régulariser toute convention à ce titre.

Cette assistance peut également prendre la forme d'assistance administrative et/ou de gestion, par la signature de toutes éventuelles conventions ou accord en ce sens, auprès de sociétés affiliées et non affiliées.

Article 3 : Dénomination

La société a pour dénomination sociale : A2F HOLDING.

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer cette dénomination, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé : 59 ter rue de l'Hautil 78510 TRIEL-SUR-SEINE.

Il peut être transféré en tout lieu par simple décision du président.

La société, par décision du Président, peut créer des succursales partout en France et à l'étranger.

Article 5 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, le président provoquera une décision des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée ; à défaut, tout actionnaire pourra demander, conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code civil, au président du tribunal de commerce statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire chargé d'obtenir une décision collective des actionnaires sur la prorogation éventuelle de la société.

La décision de prorogation devra être prise selon les modalités prévues aux articles 20 à 22 ci-après des statuts.

Les actionnaires opposés à la prorogation seront tenus de céder leurs actions aux autres actionnaires ou à la société, la cession ou le rachat devront intervenir dans un délai de six mois à compter de la décision de prorogation et au prix fixé par accord entre les parties, ou à défaut, déterminé par expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Titre II. – Apports. Capital social. Actions

Article 6 : Apports

Il a été fait apport à la société, sous les garanties ordinaires et de droit, des biens dont la désignation suit :

M. Anthony DE FARIA a fait l'apport en nature suivant :

- La propriété de 999 actions ordinaires de la société HELLO FROID (RCS Versailles n°850 076 969), d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, dans les conditions fixées par le contrat d'apport en nature du 2 juin 2021, annexé aux présentes,

Valeur de l'apport : 168.831 euros.

Les biens apportés à la société ont été évalués au vu du rapport annexé aux présents statuts et établi le 31 mai 2021 Monsieur Hervé VANDERBECQ, 209 rue Saint Honoré 75001 PARIS, en qualité de commissaire aux apports désigné par l'apporteur.

Récapitulation des apports :

L'ensemble des apports s'élève à la somme de 168.831 euros, représentant :

- Les apports en nature de M. Anthony DE FARIA d'un montant total de 168.831 euros.

Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 168.831 euros. Il correspond au montant total des apports.

Il est divisé en 168.831 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, numérotées de 1 à 168.831, toutes de même rang, et intégralement souscrites par l'actionnaire, et qui lui sont attribuées à proportion de ses apports, à savoir :

- M. Anthony DE FARIA, 168.831 actions portant les numéros 1 à 168.831.

Article 8 : Modifications du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par l'associé unique ou par une décision collective des associés qui délèguent au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi et les présents statuts, l'augmentation ou la réduction du capital.

Si la société est unipersonnelle, le capital social de la société pourra librement être augmenté ou réduit sur simple décision de l'actionnaire unique.

8.1. – Augmentation du capital

Le capital social pourra être augmenté – soit par émission d’actions ordinaires ou d’actions de préférence, soit par élévation de la valeur nominale des titres de capital existants – par décision collective des actionnaires prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues à l’article 22 des présents statuts.

Le capital social de la société pourra également être augmenté à la suite de l’exercice d’un ou plusieurs titres donnant accès au capital de la société (bons de souscription d’actions, ...), par le titulaire de ce ou ces titres.

La collectivité des actionnaires peut déléguer au président sa compétence pour décider d’augmenter le capital social dans les limites qu’elle fixera ou les pouvoirs nécessaires à l’effet de réaliser, dans le délai légal, l’augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d’en fixer les modalités, d’en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte.

Les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des actionnaires qui décide l’augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d’un ou plusieurs actionnaires dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les actionnaires peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Toute personne n’ayant pas la qualité d’actionnaire ne peut entrer dans la société, à l’occasion d’une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les actionnaires statuant dans les conditions précisées sous l’article 11.3 ci-après pour l’autorisation des cessions d’actions. L’attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

8.2. – Réduction du capital

Le capital social pourra être réduit, en vertu d’une décision collective des actionnaires, prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues à l’article 22 des présents statuts, par voie de réduction du nombre d’actions ou de leur valeur nominale, notamment dans les cas de pertes constatées.

Article 9 : Libération des actions

9.1. – Les actions représentant un apport en numéraire peuvent être libérées de moitié seulement de leur valeur nominale lors de leur souscription.

9.2. – Les actions émises en représentation d’un apport en nature doivent être intégralement libérées.

Article 10 : Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société à son siège social.

À la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 11 : Cession et transmission des actions

11.1. – Forme de la cession ou de la transmission

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

11.2. – Droit de préemption et Agrément

11.2.1 Champ d'application

A l'exception de la cession de tout ou partie des actions de l'actionnaire unique, toute cession d'actions est soumise à l'agrément de la société après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption des actionnaires de la société, dans les conditions visées ci-après.

Ces droits d'agrément et de préemption s'appliquent à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, alors même que la mutation aurait lieu, par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision judiciaire, de manière volontaire ou involontaire.

Ils sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et, en cas d'augmentation de capital, ils s'appliquent à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renoncations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des actionnaires.

11.2.2 Notification du projet de cession par le cédant

Le cédant doit notifier son projet de cession au président et à chacun des actionnaires par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant :

- Le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession et les principales conditions de la cession,

- L'identité du cessionnaire proposé et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination sociale, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital social.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiqués au profit de tous les actionnaires, et demande d'agrément.

11.2.3 Droit de préemption

Chaque actionnaire doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans le délai d'un mois de la réception de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

À défaut pour l'actionnaire de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer son droit de préemption, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits actionnaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

11.2.4 Dans les deux mois de la réception de la notification du projet de cession par le cédant, le président décompte les droits de préemption exercés, et notifie au cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption :

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le président établit une liste des actionnaires avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, au cédant et aux actionnaires.

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la société devra se porter acquéreur des actions concernées non préemptées, avec l'autorisation du cédant ; elle sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, conformément aux dispositions de l'article L. 227-18, alinéa 2, du Code de commerce.

À défaut d'accord du cédant sur le rachat par la société des actions non préemptées, l'actionnaire cédant sera libre de céder les actions non préemptées au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois à compter de la notification visée à l'alinéa 1^{er} du présent article 11.2.4, contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le président, dans un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des actionnaires, dans les conditions visées à l'article 11.2.

La cession des actions préemptées par les actionnaires est libre et ne nécessite donc aucun agrément.

11.2.5 Agrément

Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité prévue pour les assemblées générales ordinaires.

La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la notification de la demande visée au 11.2.2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le cédant pourra réaliser la cession dans un délai d'un mois.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par le cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

Le cédant devra adresser à la société, dans les quinze jours de la réception de la notification de la décision d'agrément qui lui sera faite par le président, les ordres de mouvement portant sur la cession des actions. L'inscription au compte des actionnaires acheteurs sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la réception de la notification de la décision d'agrément, ou à compter de la date de l'agrément tacite, sous peine de caducité de l'agrément.

11.2.6 Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les huit jours de la réception de la notification de refus qui lui est faite par le président, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à la société, qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de la part du cédant, le président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la société ; la société sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital.

À cet effet, il provoquera alors une décision collective des actionnaires, pour statuer sur le rachat des actions par la société et sur la réduction du capital.

11.2.7 Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. À défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés en totalité par le cédant.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours. La société ou le cédant pourront toujours refuser de procéder à la cession après avoir eu connaissance du prix fixé par l'expert, en le faisant savoir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 8 jours à compter de la connaissance du prix fixé par l'expert. Si le cédant refuse de procéder à la cession, il est réputé renoncer au projet de cession ; si la société refuse de procéder à la cession, l'agrément des actionnaires est réputé être donné.

A défaut de refus de réaliser la cession, dans les 20 jours de la détermination du prix, avis est donné au cédant de se présenter au siège social à l'effet de signer les ordres de mouvement. Faute pour le cédant de se présenter dans un délai de dix jours à compter du précédent avis, la cession pourra être régularisée d'office par la société.

En cas d'achat des actions par les actionnaires, le prix est payé comptant.

En cas de rachat des actions par la société, le prix est payable dans les trois mois de la signature de l'ordre de mouvement ou de l'acte de cession.

11.3. – Transmission des actions par décès

En cas de décès de l'actionnaire unique, la société continue de plein droit entre ses héritiers.

En cas de pluralité d'actionnaires, tout héritier ou ayant droit qui le souhaite doit notifier à la société et aux actionnaires survivants son intention de devenir actionnaire dans les cinq (5) mois du décès ; cette notification entraîne la mise en œuvre des procédures de préemption des actionnaires et d'agrément, prévues à l'article 11.2 des présents statuts, sous réserve des stipulations ci-dessous.

Les héritiers ou ayants droits agréés font partie de la société aux lieu et place de l'actionnaire décédé à partir du jour du décès. En cas d'indivision, ils participent jusqu'au partage des actions transmises à la vie de la société, par l'intermédiaire d'un mandataire qui les représente. Ils sont considérés individuellement comme actionnaires dès qu'ils auront notifié à la société un acte régulier de partage des actions indivises.

Les héritiers, ayants droits ou autres héritiers qui ne deviennent pas actionnaires ont droit au remboursement par la société elle-même de leurs actions.

Le prix doit leur être payé par les nouveaux titulaires des actions, ou par la société elle-même si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation. Le prix des actions est fixé conformément à l'article 11.2.7 ci-dessus.

11.4. - Nullité des cessions d'actions

Toute cession ou transmission d'action effectuée en violation de l'article 11 est nulle.

Article 12 : Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées par un mandataire unique. A défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant la répartition du dividende et au nu-propriétaire dans les autres cas.

Article 13 : Droits et obligations des actionnaires

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés aux actions les suivent au cours de leur transmission. La propriété d'une action emporte de plein droit l'adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les actionnaires.

Tout actionnaire a le droit, à toute époque, d'obtenir à ses frais, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des commissaires aux comptes en exercice.

Deux fois par an, les actionnaires pourront également obtenir communication des livres et documents sociaux ; en outre, conformément à l'article L. 225-232 du Code de commerce, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un vingtième du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la SAS sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du président devra être communiquée au commissaire aux comptes le cas échéant.

La location des actions est interdite.

Il est expressément convenu que les actions de la société ne peuvent pas faire l'objet d'un nantissement donné en garantie d'une quelconque dette avant le 1^{er} janvier 2029.

Article 14 : Exclusion - Retrait

14.1. – Tout actionnaire pourra être exclu pour les motifs suivants :

- procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire
- autres motifs explicités dans les conventions éventuelles entre actionnaires.

L'exclusion est décidée par le président, après mise en œuvre de la procédure ci-dessous.

14.2. – La décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après mise en œuvre des formalités préalables suivantes :

- convocation de l'actionnaire concerné à une réunion par le président, 15 jours au moins avant la date prévue par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cette lettre devant contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toute pièce justificative utile,
- information de tous les autres actionnaires, non conviés à la réunion
- lors de la réunion, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil,
- ses arguments sont mentionnés dans un procès-verbal visé signé par le président.

14.3. – La décision d'exclusion est notifiée par le président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de deux mois à compter de la réunion prévue à l'article 14.2 ci-dessus. Elle doit statuer sur le rachat des actions de l'actionnaire exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions.

La totalité des actions de l'actionnaire exclu doit être cédée dans les trois mois à compter de la notification qui lui est faite de la décision d'exclusion par la société.

En cas d'accord de l'actionnaire exclu, devant être notifié à la Société dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre d'exclusion, la cession des actions de l'actionnaire exclu et le paiement du prix devront intervenir dans le délai prévu ci-dessus, sous peine de nullité de la décision d'exclusion.

En cas de désaccord de l'actionnaire sur le prix, le prix d'achat ou de rachat des actions ainsi que les modalités de paiement sont déterminés conformément aux dispositions de l'article 11.2.7 ci-dessus.

14.4. – Pendant ce même délai, l'actionnaire exclu perd son droit de participer et de voter aux réunions ou consultations d'actionnaires. Il conserve le droit de percevoir les dividendes distribués au titre de ses actions.

14.5. – Chaque actionnaire a la possibilité de solliciter, une fois par an maximum, du président qu'il convoque une assemblée afin de statuer sur sa demande de retrait, dans un délai de trois mois à compter de sa demande. L'assemblée générale n'est jamais tenue d'accepter le retrait, pour quelle que cause que ce soit.

Le retrait s'il est accepté entraîne au choix des actionnaires restant, soit le rachat des actions de l'actionnaire retrayant par les autres actionnaires, à proportion des droits qu'ils détiennent, soit le rachat de ses actions par la société, qui doit procéder à une réduction du capital social.

A défaut d'accord sur le prix de cession des actions de l'actionnaire retrayant, ce prix est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés en totalité par l'actionnaire retrayant.

14.6. – La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des actionnaires.

Titre III. – Administration et direction de la société

Article 15 : Présidence

15.1. – Nomination du président

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire de la société, nommé par décision de l'actionnaire unique ou par une décision collective ordinaire des actionnaires le cas échéant.

En cas de vacance du poste de président, il est pourvu à son remplacement par décision de l'actionnaire unique ou par une décision collective ordinaire des actionnaires le cas échéant, à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent, ou par décision du président du Tribunal de commerce statuant en référé.

Le premier président de la société, désigné pour une durée indéterminée, est M. Anthony DE FARIA, demeurant 59 ter rue de l'Hautil 78510 TRIEL-SUR-SEINE.

M. DE FARIA a déclaré accepter les fonctions de président qui lui sont conférés, en assurant qu'il n'est frappé d'aucune interdiction ou incompatibilité l'empêchant de les exercer.

15.2. – Représentation de la société par le président. Attributions

15.2.1 Rapports avec les tiers

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Le président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sauf limitation prise dans le cadre d'une décision de l'actionnaire unique ou d'une décision collective ordinaire des actionnaires le cas échéant ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux actionnaires.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du président est inopposable aux tiers.

15.2.2 Dans les rapports entre actionnaires

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre actionnaires, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'actionnaires.

15.2.3 Arrêté des comptes

Le président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

15.3. – Délégation de pouvoir

Le président peut confier à tous mandataires de son choix tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

15.4. – Rémunération

Le président peut avoir en rémunération de ses fonctions un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel aux bénéfices ou au chiffre d'affaires.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires le cas échéant.

A défaut de décision sur la rémunération du président, celui-ci sera réputé exercer ses fonctions à titre gratuit.

En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.5. – Responsabilité du président

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par lui dans sa gestion.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.6. – Durée du mandat. Cessation des fonctions de président

15.6.1 Le président est désigné pour la durée prévue dans la décision de nomination. A défaut d'indication, il est désigné pour une durée indéterminée.

15.6.2 Les fonctions du président prennent fin par son décès, interdiction, révocation ou démission.

15.6.3 Le président est révocable à tout moment par décision de l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par une décision collective extraordinaire des actionnaires, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation. Le président, dont la révocation est soumise à l'assemblée prend part au vote s'il est actionnaire.

Le délai de préavis de trois mois commence à courir au jour de la décision de révocation si le président a pris part au vote, et en son absence lors de l'assemblée, à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant la décision de révocation.

La décision de révocation n'est pas obligatoirement motivée.

15.6.4 Le président peut se démettre de ses fonctions à charge de prévenir les actionnaires de son intention à cet égard, trois mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 : Direction générale

16.1. Qualité et nombre - Nomination

Le président pourra être assisté d'un directeur général, personne physique, actionnaire de la société.

Sur la proposition du président, le directeur général est nommé par une décision de l'associé unique ou une décision collective ordinaire des actionnaires.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du président. Son mandat est renouvelable sans limitation.

16.2. Mission et pouvoirs

Le directeur général a mandat d'assister le président dans la mission qui lui incombe en vertu de la loi et des présents statuts ; il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du président auquel il reste subordonné.

Il dispose des mêmes pouvoirs de représentation de la société vis-à-vis des tiers que le président.

16.3. Démission. Révocation

Le directeur général est désigné pour la durée prévue dans la décision de nomination. A défaut d'indication, il est désigné pour une durée indéterminée.

Le directeur général pourra démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

Il est révocable à tout moment, dans les mêmes conditions que le président.

En cas de décès, démission ou révocation du président, le directeur général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président, sauf décision contraire de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires ou décision collective extraordinaire des actionnaires, une telle décision contraire étant formellement assimilée à une révocation.

16.4. Rémunération

Le directeur général peut avoir en rémunération de ses fonctions un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel aux bénéfices ou au chiffre d'affaires.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires le cas échéant.

A défaut de décision sur la rémunération du directeur général, celui-ci sera réputé exercer ses fonctions à titre gratuit.

En outre, le directeur général a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Article 17 : Conventions réglementées

17.1. – Domaine

En présence d'un actionnaire unique, toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président ou son actionnaire unique, doit être mentionnée sur le registre des décisions.

En cas de pluralité d'actionnaire, toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise au contrôle des actionnaires, dans les conditions qui suivent.

17.2. – Procédure

Le président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, de ces conventions dans le délai de trois mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes présente sur ces conventions un rapport spécial aux actionnaires.

En l'absence de commissaire aux comptes, le président devra établir lui-même le rapport spécial.

Les actionnaires devront statuer sur ce rapport, qui leur sera présenté lors de la réunion d'approbation des comptes annuels ; ce rapport est joint aux documents adressés aux actionnaires en cas de consultation à distance.

17.3. – Conséquence du vote des actionnaires

Le refus de ratification par les actionnaires n'entraîne pas la nullité des conventions en cause, mais les conséquences dommageables pouvant en résulter pour la société restent à la charge du président, du dirigeant et/ou de l'actionnaire contractant. Si la convention est passée par plusieurs dirigeants et/ou actionnaires, leur responsabilité est solidaire.

Dans tous les cas les conventions produisent leurs effets.

17.4. – Conventions interdites

Il est interdit au président personne physique, à son représentant permanent s'il s'agit d'une personne morale ou à un directeur général, à peine de nullité du contrat :

- de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société,
- de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement,
- ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à toute personne interposée.

17.5. – Conventions libres

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises au contrôle des actionnaires ; elles devront être communiquées au commissaire aux comptes par le président ; tout actionnaire pourra en obtenir communication.

Article 18 : Information des salariés

Le président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du travail.

Préalablement à toute décision collective, le président devra adresser au comité les mêmes documents qu'aux actionnaires. Le président accusera réception des projets de résolution présentés par le comité dans le délai de cinq jours à dater de la réception de ces projets par lettre recommandée avec accusé de réception.

Titre IV. – Commissaires aux comptes

Article 19 : Commissaires aux comptes

Lorsqu'à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les seuils prescrits par la loi, l'actionnaire unique ou la collectivité des actionnaires le cas échéant doit désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, ainsi qu'un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirent après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Titre V. – Décisions collectives

Article 20 : Modalités de consultation des actionnaires

20.1. – Toutes les décisions pourront être prises :

- En assemblée ;
- A distance, par voie de consultation écrite (courrier ou télécopie) ou d'un vote électronique ;
- Par conférence vidéo ou téléphonique ou tout autre procédé électronique ou informatique (notamment par liaison Internet) ;
- Ou encore résulter d'un acte signé par tous les actionnaires,
- Au choix du président.

20.2. – Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le président ; elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un, ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par télécopie, ou par email avec accusé de réception électronique, adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'ordre du jour doit être indiqué dans la lettre de convocation ; celle-ci doit contenir le texte des résolutions proposées, le rapport du président et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai du président.

20.3. – L'assemblée est présidée par l'organe de direction ayant convoqué l'assemblée, ou en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le président.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux actionnaires qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'actionnaire.

20.4. – En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chaque actionnaire, aux frais de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie, ou par email avec accusé de réception électronique, en même temps qu'un formulaire de vote par correspondance, le texte des résolutions proposées, accompagné de son rapport et le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Les actionnaires disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

20.5. – Le vote à distance des actionnaires pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique ; à cette fin, la société devra recueillir le consentement de chaque actionnaire destinataire des envois dématérialisés de documents.

20.6 – Les décisions de la collectivité des actionnaires doivent être prises dans l'intérêt exclusif de la société.

Article 21 : Droit de communication des actionnaires

Les documents suivants doivent être communiqués à chacun des actionnaires avant toute décision collective ou doivent leur être adressés avant toute assemblée ou en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique :

- Rapport du président ;
- Texte des projets de résolution ;
- Le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

S'il s'agit de l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, ainsi que le tableau des résultats de la société au cours de chacun des exercices clos depuis la constitution ou des cinq derniers devront être adressés aux actionnaires en même temps que la lettre de convocation à l'assemblée ou mis à leur disposition en même temps que le formulaire de vote à distance.

Article 22 : Participation aux décisions collectives. Représentation. Nombre de voix. Conditions de majorité

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Chaque actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par un représentant de son choix, muni d'un pouvoir spécial.

Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

Les décisions extraordinaires sont celles qui modifient les statuts. Ce sont aussi celles qui interviennent dans les domaines plus importants de la vie sociale selon les précisions apportées par les présents statuts.

Toutes les autres décisions prises en assemblée ou lors des consultations écrites sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

A. Les décisions ordinaires

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires est compétente dans tous les cas où les présents statuts lui donnent expressément compétence, et notamment pour les décisions concernant :

- l'administration et la gestion de la société ;
- la nomination et la révocation des président, directeurs généraux et directeurs généraux délégués ;
- la rémunération des organes de direction ;
- l'agrément à donner à tout actionnaire ;
- la nomination des commissaires aux comptes ;
- toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices et leur affectation et répartition ;
- l'approbation des conventions telles que visées à l'article 17 des statuts ;
- les décisions portant sur une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;

L'assemblée ordinaire doit réunir un ou plusieurs actionnaires représentant plus de la moitié du capital social. Pour être valables, les décisions sont prises par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital social.

B. Les décisions extraordinaires

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires est compétente pour toutes les décisions tendant à modifier directement ou indirectement les présents statuts ainsi que dans tous les cas où ceux-ci lui donnent expressément compétence. C'est elle qui décide notamment :

- la prorogation de la société ;
- la nomination et la révocation du président ;
- la modification du mode d'administration de la société et des pouvoirs de la présidence ou direction générale dans ses rapports avec les actionnaires ;
- la modification du mode de réunion et de délibération des assemblées ;
- l'exclusion ou le retrait d'un actionnaire et la fixation de ses modalités ;
- la scission ou la fusion de la société ;
- la dissolution de la société et la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, ainsi que la détermination de leurs pouvoirs ;
- la transformation en une autre forme sociétaire
- Augmentation, réduction ou amortissement du capital et toute modification du capital social
- Emission d'un emprunt obligataire ;

Sur première convocation, l'assemblée extraordinaire doit réunir un ou plusieurs actionnaires représentant plus des deux tiers du capital social. Pour être valables, les décisions sont prises par les actionnaires représentant plus des deux tiers du capital social.

Sur seconde convocation, le quorum est de la moitié. Pour être valables, les décisions sont prises par les actionnaires présents ou représentés, représentant plus des deux tiers du capital social.

Elles sont prises à l'unanimité, s'agissant :

- des décisions visant à adopter ou à modifier les clauses statutaires relatives à l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion et la suspension d'un actionnaire ;
- de celle modifiant les conditions de majorité et de vote des décisions collectives ;
- de la modification des règles relatives à l'affectation du résultat ;
- de la transformation de la société en société en nom collectif.

Lors d'une assemblée générale, la collectivité des actionnaires pourra toujours décider de renoncer ou de passer outre certaines dispositions des présents statuts, lorsque les dispositions statutaires en question ne résultent pas d'une obligation légale d'ordre public, et à condition d'obtenir l'unanimité des voix de tous les actionnaires de la société.

Article 23 : Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée générale des actionnaires ou toute consultation écrite est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le président.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés. Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite. Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par le président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires. Il est signé par tous les actionnaires et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les décisions de l'actionnaire unique devront être répertoriées dans un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées générales de sociétés. Toutefois, les décisions peuvent être reportées sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Les décisions ci-après doivent obligatoirement être prises par la collectivité des actionnaires, ou si la société devient unipersonnelle, par l'actionnaire unique :

Article 24 : Décisions de l'actionnaire unique

Toutes les décisions qui sont prises sous forme de décision collective en cas de pluralité d'actionnaires, peuvent être prises par l'actionnaire unique, qui les constate dans un procès-verbal, dressé et signé par lui-même.

Titre VI. – Exercice social. Comptes Bénéfices. Dividendes**Article 25 : Exercice social**

Chaque exercice social a une durée de un an qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 26 : Comptes annuels

26.1. – Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

Il est notamment dressé à la fin de chaque exercice social, par le président, l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de commerce, ainsi qu'un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

Sont annexés au bilan dressé à la clôture de l'exercice, un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

À moins qu'un changement exceptionnel n'intervienne dans la situation de la société, la présentation des comptes annuels, comme les méthodes d'évaluation retenues, ne peuvent être modifiées d'un exercice à l'autre ; toute modification devant néanmoins intervenir devra être décrite et justifiée dans l'annexe, ainsi qu'être signalée dans le rapport de gestion et dans celui des commissaires aux comptes le cas échéant.

26.2. – Les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes s'il en existe un, un mois au moins avant la décision de l'associé unique devant statuer sur les comptes annuels, ou en cas de pluralité d'actionnaires, avant la convocation de l'assemblée des actionnaires appelée à statuer sur les comptes annuels de la société ou la consultation écrite des actionnaires.

26.3. – Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'actionnaire unique doit prendre une décision relative à l'approbation des comptes, ou en cas de pluralité d'actionnaires, le président doit provoquer une décision collective des actionnaires aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Lors de la même consultation, le cas échéant, l'actionnaire unique, ou le cas échéant les actionnaires, approuvent ou rejettent les conventions intervenues directement ou indirectement entre le président, les autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, et la société.

L'intéressé ne prend pas part au vote sur ces conventions.

Article 27 : Fixation, affectation et répartition du résultat. Mise en paiement des dividendes

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement.

Il fait apparaître, par différence après déduction des amortissements ou des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'actionnaire unique ou le cas échéant les actionnaires, peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'actionnaire ou le cas échéant, les actionnaires ; ils peuvent décider que le dividende sera payé soit en numéraire soit en actions de la société.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés au propriétaire sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque actionnaire, définitivement et individuellement.

Titre VII. – Transformation. Dissolution. Liquidation

Article 28 : Transformation de la société

La décision de transformation est prise par l'actionnaire unique ou le cas échéant, collectivement par les actionnaires, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société s'il en existe un, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de l'actionnaire unique ou le cas échéant de tous les actionnaires. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des actionnaires qui acceptent de devenir commandités.

La transformation en SARL est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait soit l'augmentation des engagements des actionnaires, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des actionnaires devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 29 : Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par l'actionnaire unique ou le cas échéant les actionnaires, dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'actionnaire unique, ou le cas échéant les actionnaires, doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée doit être publiée.

À défaut de décision prise dans les conditions ci-dessus, ou dans le cas où aucune décision n'a pu être prise, ou encore, si les dispositions du troisième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé pourra demander la dissolution de la société devant le tribunal de commerce.

La dissolution n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités de publicité au registre du commerce et des sociétés.

Article 30 : Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation".

Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

Le liquidateur peut être choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

L'actionnaire unique ou le cas échéant la collectivité des actionnaires garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale.

Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le *boni* de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Titre VIII. – Personnalité morale. Formalités Pouvoirs. Contestations

Article 31 : Personnalité morale. Immatriculation

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Versailles.

Article 32 : Actes accomplis pour le compte de la société en formation

L'actionnaire unique, qui a agi au nom de la société en formation avant intervention de l'immatriculation sera tenu des obligations nées des actes ainsi accomplis, sans solidarité. La société, régulièrement immatriculée, reprendra de droit les engagements souscrits, qui seront alors réputés avoir été dès l'origine contractés par elle.

En tout état de cause, l'approbation des comptes du premier exercice emportera de plein droit la reprise de tous les engagements comptabilisés.

Article 33 : Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au président pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

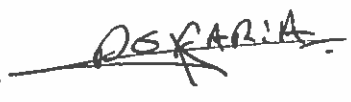
Article 34 : Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la présente société seront portés au compte "frais de premier établissement".

Fait à Triel Sur Seine, le 02 juin 2021

En quatre exemplaires, dont un pour l'actionnaire, un pour la société et deux pour le greffe.

Monsieur Anthony DE FARIA *

lu et approuvé 
Bon pour acceptation des fonctions de Président

* Signature des actionnaires précédée des mentions « lu et approuvé »

Le président fera précéder sa signature de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de président ».

2. The second part of the document addresses the issue of budgeting and financial planning. It provides a detailed overview of the budgeting process, including the identification of needs, the allocation of resources, and the monitoring of expenditures. The goal is to ensure that the organization operates within its financial means while achieving its strategic objectives.

3. The third part of the document focuses on the management of assets and liabilities. It discusses the importance of regular assessments of the organization's financial position and the need to maintain a balanced portfolio of assets and liabilities. This section also provides guidance on the proper handling of assets and the management of risks associated with financial operations.

4. The fourth part of the document deals with the reporting and communication of financial information. It outlines the requirements for preparing financial statements and the importance of providing timely and accurate information to stakeholders. This section also discusses the role of internal controls in ensuring the integrity of financial reporting.

5. The fifth part of the document provides a summary of the key findings and recommendations. It highlights the areas where improvements are needed and provides specific suggestions for addressing these issues. The document concludes by emphasizing the importance of ongoing monitoring and evaluation to ensure the continued success of the organization's financial management practices.